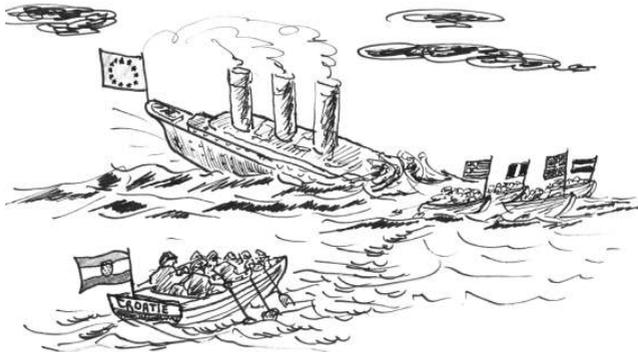


- délocalisations...
- P7 - Vivre plus vieux pour travailler plus ?
- P7 - Copé lui la parole !
- P8 - Clément Meric est mort
- P10 - Universi-taire
- P11 - Quel statut pour les lanceurs d'alertes

- P2 - Morsi l'œil et t'auras l'os du foie<sup>1</sup>
- P3 - L'AS Monaco : mes que un club<sup>1</sup> !
- P4 - Testez avec nous la logique  
« neo-libérale »
- P5 - Contre l'austérité, la solidarité
- P6 - Quand l'Europe subventionne les

## La Croatie embarque à bord du Titanic européen



« Des dettes, de la corruption et un fort taux de chômage, voilà ce qu'est la Croatie » selon le journal allemand Bild. Et de prévenir ses lecteurs : après la Grèce et Chypre, c'est en Croatie que « les milliards de Berlin » iront bientôt s'engloutir. Avec son élégance habituelle, le tabloïd à l'allemande souligne l'incongruité de l'adhésion tardive de la Croatie.

La Croatie est en récession depuis 2009. Le taux de chômage y est de 21% (50% chez les jeunes) et les déficits publics sont en augmentation constante. Bruxelles a déjà prévenu le gouvernement croate : si les performances économiques de la Croatie ne s'améliorent pas rapidement, il faudra avoir recours à une procédure exceptionnelle de désendettement. Les experts de la Commission comme du FMI sont d'accord : les salaires sont trop élevés par rapport à la productivité

de l'économie et l'Etat trop présent dans l'économie. Des privatisations et des plans sociaux dans les entreprises en partie détenues par l'Etat, sont donc au programme des prochains mois.

Dans ces conditions, on comprend qu'en Croatie, l'adhésion n'ait pas suscité l'enthousiasme des foules. Le gouvernement reste lui optimiste : le retour de la croissance est pour l'an prochain. Grâce à l'adhésion, les entreprises croates vont pouvoir s'ouvrir à un marché de 500 millions de consommateurs tandis que les entreprises occidentales vont enfin venir investir en Croatie.

Cette vision idyllique a beau être en décalage complet avec la réalité vécue par les Croates comme avec les analyses des économistes, elle est le seul moyen de justifier tous les efforts accomplis au cours des dernières années pour avoir le droit de rentrer dans l'Union européenne.

Juste à temps pour assister au naufrage du Titanic européen ?

**Alex**



# Morsi l'œil et t'auras l'os du foie<sup>1</sup>

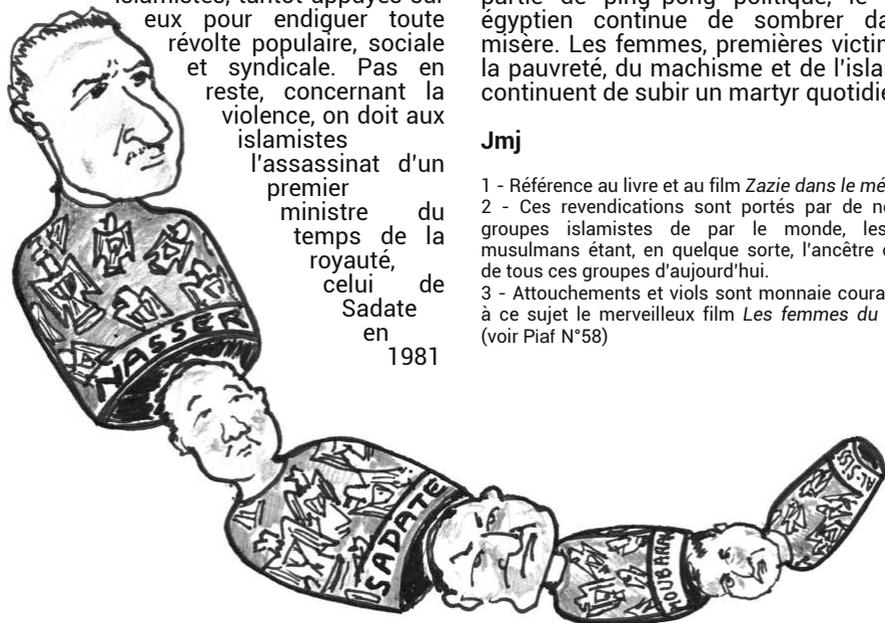
L'Egypte n'est une démocratie que depuis 1953 avec l'abolition de la monarchie. Depuis cette date le pays a connu une double influence, celle de l'armée et celle des Frères musulmans. A la tête de l'Etat se sont ainsi succédés Mohamed Naghib, Gamal Abdel Nasser, Anouar El Sadate et Hosni Moubarak, tous militaires (ou anciens militaires). Les Frères musulmans (créés en 1928) n'ont cessé de « labourer » la société égyptienne pour tenter d'imposer leurs vues et, en particulier, la charia (loi coranique) et l'anti-occidentalisme<sup>2</sup>.

## L'armée face aux Frères musulmans

Les rapports ambigus et conflictuels opposant ces deux forces sont le ressort des drames égyptiens depuis plus de 50 ans. Les militaires se sont, en effet, tantôt opposés avec férocité aux islamistes, tantôt appuyés sur eux pour endiguer toute

révolte populaire, sociale et syndicale. Pas en reste, concernant la violence, on doit aux islamistes

l'assassinat d'un premier ministre du temps de la royauté, celui de Sadate en 1981



et de nombreux actes terroristes contre des touristes.

## Morsi, premier non militaire au pouvoir

La situation actuelle ne déroge pas à ce schéma répétitif. En 2011, les Frères musulmans profitent de la contestation contre Moubarak- dictateur issu de l'armée - pour accéder au pouvoir. A peine au pouvoir, le "Frère musulman" Morsi, qui voulait donner une image modérée, tente de mettre en place le programme de la confrérie. C'est l'armée, avec son général en chef Abdul Fatah al-Sisi, qui le destitue. L'armée s'est appuyée pour cela sur la même vague de contestation qui, il y a deux ans, provoquait la chute de l'un des leurs.

En attendant le résultat de cette sinistre partie de ping-pong politique, le peuple égyptien continue de sombrer dans la misère. Les femmes, premières victimes de la pauvreté, du machisme et de l'islamisme continuent de subir un martyre quotidien<sup>3</sup>.

## Jmj

1 - Référence au livre et au film *Zazie dans le métro*.

2 - Ces revendications sont portés par de nombreux groupes islamistes de par le monde, les Frères musulmans étant, en quelque sorte, l'ancêtre commun de tous ces groupes d'aujourd'hui.

3 - Attouchements et viols sont monnaie courante. Voir à ce sujet le merveilleux film *Les femmes du bus 678* (voir PiAF N°58)



# L'AS Monaco : "mes que un club"<sup>1</sup> !

Selon les dernières rumeurs, le club de Monaco serait prêt à déboursier 100 millions d'euros pour faire venir Cristiano Ronaldo dans la principauté, avec, à la clé, un salaire de 20 millions d'euros par an pour le joueur. Ce transfert, s'il se réalise, sera le plus cher de l'histoire. Comment un club qui, il y a encore peu, risquait de descendre en National (3ème division), a pu en arriver là ? Le rachat du club par Dmitry Rybolovlev a tout changé. Cet entrepreneur russe, dont la fortune est estimée à plus de 9 milliards d'euros, a les moyens de se payer cette folie. Pour son plus grand prestige, il a décidé de faire de l'AS Monaco un « grand d'Europe » quel qu'en soit le prix.

Mais il a aussi des raisons toutes personnelles d'investir à fonds perdus dans ce club. Rybolovlev, comme tous les autres oligarques russes, a fait fortune dans les années 1990 en rachetant d'anciennes grandes entreprises d'Etat pour une bouchée de pain. En l'occurrence, il s'agissait d'Uralkali, le premier producteur de potassium de l'ancienne URSS. Sous Eltsine, ces oligarques étaient choyés. Ils ne payaient quasiment pas d'impôts et étaient invités au Kremlin à donner leurs conseils au maître des lieux<sup>2</sup>. Avec Poutine, la donne a changé : celui-ci décide de remplacer les anciens oligarques par ses propres pions. Pour réduire l'influence de ces milliardaires et leur faire respecter un

minimum de règles, le nouveau patron de la Russie multiplie les procédures judiciaires pour les faire plier.

Rybolovlev est dans le viseur des autorités russes depuis 2008. On lui réclame une amende colossale en compensation du désastre écologique créé par l'effondrement d'une mine de potassium appartenant à Uralkali. Lui qui, dix ans auparavant, avait déjà été accusé du meurtre d'un de ses rivaux en affaires, puis acquitté faute de preuves, après avoir passé 11 mois en prison, a alors décidé de couper tous les liens avec la Russie. Il a revendu Uralkali et diversifié ses affaires. Il a aussi cherché un lieu de résidence où il serait protégé des poursuites tout en n'ayant pas à payer d'impôts. Cet endroit idéal, c'est Monaco. Un climat agréable, une fiscalité nulle pour les résidents étrangers et un lien privilégié avec la France qui lui garantit une relative immunité vis-à-vis des pressions russes. Le prix de cette tranquillité : quelques centaines de millions investis dans le club de football local. Un club dont il ne détient que les deux-tiers des parts, le reste appartenant à son nouvel ami : le prince Albert de Monaco.

## Alex

1 - « C'est plus qu'un club », en référence au club de football de Barcelone.

2 - généralement fortement alcoolisé.

## Le football : une bulle spéculative ?

Les investissements démesurés consentis par Rybolovlev pour faire de Monaco un grand club, va contribuer à alimenter la bulle spéculative qui menace le football. Une bulle spéculative se crée quand les prix des biens dans lesquelles des particuliers investissent, augmentent sans rapport avec la rentabilité qu'on peut normalement attendre de ces investissements.

Or c'est ce qui semble se passer dans le football européen. En Angleterre, où le phénomène est le plus visible, on a constaté que les salaires des joueurs avaient augmenté de 1 500 % au cours des 20 dernières années tandis que le salaire moyen des Anglais n'a augmenté, lui, que de 186 % durant la même période. Ce qui permet aux clubs de faire face à cette augmentation des coûts, c'est l'augmentation des droits télé et du prix des billets (+ 1 000 %), ainsi que le développement du sponsoring et des produits dérivés. On semble cependant attendre aujourd'hui une limite. Les stades sont pleins, les maillots se vendent bien et les chaînes payent cher le droit de retransmettre des matches, mais cela n'empêche pas les clubs anglais d'afficher une déficit cumulé annuel de plus de 500 millions d'euros.

Le destin d'une bulle spéculative est, en principe, de s'effondrer brutalement en créant une crise. Seul le fait que des milliardaires, pour des raisons fort peu économiques, investissent dans le foot anglais empêche cet effondrement de se produire et un certain nombre de clubs de faire faillite.



## Testez avec nous la logique « néo-libérale »

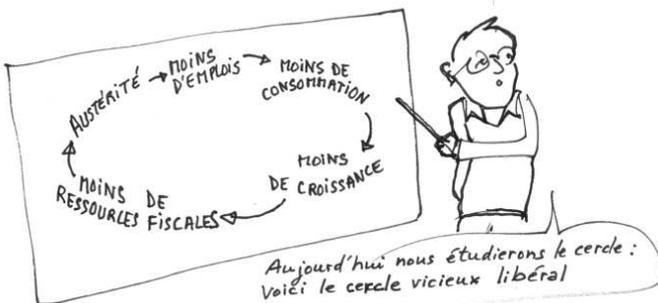
Chacun le sait : les organismes financiers qui gèrent notre économie capitaliste<sup>1</sup>, tout comme la commission de Bruxelles, ne s'expriment qu'avec la plus grande rigueur logique. Tels des profs de maths, ces institutions nous enseignent les théorèmes de l'économie moderne comme s'ils s'agissaient d'évidences indiscutables. Et quand les élèves sont trop dissipés, elles n'hésitent pas à y aller à grands coups de règles<sup>2</sup> sur les doigts. Mais, à la suite de Michel Husson<sup>3</sup>, essayons de suivre leurs raisonnements... pas logiques pour un sou.

Leur premier postulat<sup>4</sup> est : « la croissance crée l'emploi ». C'était vrai durant les périodes heureuses d'après guerre où croissance rimait avec plein emploi. C'est plus douteux de nos jours où les progrès techniques dans l'industrie créent moins de richesses qu'ils ne détruisent d'emploi.

En vertu de ce postulat, les gouvernements européens se sont donnés pour objectif de rétablir la croissance, promettant au passage à leurs électeurs des pourcentages de hausse du PIB inatteignables. Mais nos gouvernements appliquent en même temps un programme économique qui ne peut que conduire à la récession. Partout en Europe, c'est austérité et baisse du coût du travail avec des effets désastreux sur l'économie.

En effet, l'austérité budgétaire empêche un Etat d'investir pour relancer l'économie en finançant, par exemple, la construction de nouvelles infrastructures... Ce défaut d'investissement ne peut que freiner considérablement la croissance. Avec la même incohérence, des pays comme l'Allemagne ont également mis en place une série de mesures pour baisser le coût du travail. Ces mesures rognent sur le pouvoir d'achat de leurs concitoyens, bloquent la consommation interne... et cassent la croissance.

C'est le cercle vicieux de l'austérité : l'austérité empêche de développer l'emploi ; moins d'emploi signifie moins de consommation et de croissance ; sans ces emplois et cette croissance, l'Etat voit baisser ses ressources fiscales ; ce qui le conduit à davantage d'austérité...



La baisse du coût du travail est censée favoriser les exportations. Mais cette piste semble vaine dans le contexte actuel : pour rivaliser avec les pays de l'Est et surtout d'Asie sur les produits manufacturés qui dépendent le plus du prix de la main d'œuvre, il faudrait diviser les salaires par deux ou par quatre. D'autre part, le marché mondial est en ralentissement, ce qui diminue les possibilités d'expansion grâce aux exportations. Cette baisse du coût du travail sert en fait davantage à améliorer artificiellement la rentabilité financière des entreprises au profit des actionnaires, qu'à doper les exportations.

Mais, même quand ils ont tort, les libéraux ont raison... la raison de ceux qui crient le plus fort. Ils assènent leurs raisonnements illogiques et proposent leurs remèdes dangereux à des électeurs désabusés. Heureusement, partout dans le monde, on commence à entendre de plus en plus fort une autre logique qui parle davantage au cœur. Remettons en cause cette fameuse croissance : notre planète n'a-t-elle pas déjà dépassé ce qu'elle peut supporter de pollution et de production inutile ? Partageons déjà les nombreuses richesses dont nous disposons !

**G.K.W. VanDenParaboom**

(Voir notes page suivante)



# Contre l'austérité, la solidarité

En Grèce, la politique d'austérité imposée par la Troïka (FMI, Commission Européenne et Banque Centrale Européenne) a considérablement affaibli le système de santé. Le budget de la santé public a chuté de 40 % depuis 2008, les hôpitaux publics sont passé en deux ans de 137 à moins de 80 et leurs effectifs ont baissé de près de 35 000. Et comme il faut un emploi pour bénéficier de la sécurité sociale, l'explosion du chômage (1,5 millions de chômeurs, soit 29% de la population active) prive le tiers des Grecs de l'accès aux soins.

C'est dans ce contexte qu'une trentaine de « cliniques sociales » sont nées dans toute la Grèce, pour offrir des soins aux exclus du système de santé. Dans un pays frappé par la crise économique, ces cliniques fonctionnent hors du système économique : tout le personnel est bénévole et se débrouille pour avoir des médicaments sans les acheter. Par exemple des gens apportent les restes de leurs prescriptions. Pour des produits que l'on garde rarement chez soi, comme des vaccins, les cliniques lancent des appels à dons via les réseaux sociaux.

Mais les cliniques sociales ne se complaisent pas dans l'humanitaire charitable, comme le souligne Katerina Papagika, oncologue et fondatrice de la « clinique sociale » à Hellenikon près d'Athènes : « *Nous nous sommes donné une autre mission : notre objectif est que ce type*

*de structure disparaisse le plus vite possible lorsqu'un système de santé publique social sera remis en place, alors nous cherchons aussi à faire en sorte que les patients restent debout, qu'ils gardent leur dignité et qu'ils se mobilisent pour un autre monde, où ils auront droit aux soins. (...) Nous luttons avec les patients pour le droit à la santé<sup>1</sup>. » Cette (re)conquête du droit à la santé est d'autant plus urgente que les cliniques sociales n'ont pas les moyens de réaliser des opérations lourdes ni de traiter des maladies comme le cancer.*

Pour Katerina Papagika, ce combat nous concerne : « *la situation de la Grèce aujourd'hui c'est la situation du futur pour les autres pays. Alors si nous attendons votre solidarité aujourd'hui ce n'est pas uniquement pour nous aider<sup>2</sup>; c'est aussi pour agir ensemble au niveau de l'Europe pour faire changer les causes de cette situation qui est nôtre et qui sera vôtre si nous n'agissons pas ensemble ».*

## Folubert Sansonnet

1 - interviewée par Christian Lefaire, militant ATTAC, à l'Alter-Sommet d'Athènes en juin 2013

2 - Liste des cliniques, dispensaires et pharmacies solidaires sur [solidaritefrancogrecque.wordpress.com/liste-des-dispensaires-sociaux-2](http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/liste-des-dispensaires-sociaux-2). Pour connaître les besoins de la clinique sociale d'Hellenikon écrire à [mkiellinikou@gmail.com](mailto:mkiellinikou@gmail.com) ou aller sur leur blog [mkiellinikou.blogspot.fr](http://mkiellinikou.blogspot.fr)

1- Fonds monétaire internationale, Banque mondiale, Banque centrale européenne...

2- En cas de non-respect de la logique de ces organismes, un pays se voit condamner à payer des amendes ou même à vendre ses biens : c'est le cas de la Grèce, du Portugal en ce moment et avant eux beaucoup de pays d'Afrique ou d'Amérique du Sud.

3 - "Le carré d'impossibilité de François Hollande", Lettre du conseil scientifique d'Attac, numéro 53, mai 2013.

4 - Littéralement « principe fondamental non démontré » sur lequel se base une théorie.

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus  
Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchamps

75018 Paris - France

[contact@le-piaf.org](mailto:contact@le-piaf.org)

[www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org)

Directeur de la publication

du numéro 66 : Magali Vuillaume

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Oliver

Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux,

Robert Moiseau.



## Quand l'Europe subventionne les délocalisations...

**Alors que la crise fait rage en Europe, que le chômage n'a jamais été aussi élevé sur le continent depuis le début des années 2000 (plus de 12% en moyenne en avril 2013), l'Union européenne... subventionne les délocalisations.**

**E**n effet, selon Le Canard enchaîné du 29 mai 2013, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), dont la France est l'un des principaux contributeurs, vient d'octroyer un prêt de 100 millions d'euros à l'équipementier automobile Faurecia. Cette entreprise, leader français du secteur et filiale de PSA, a adopté fin 2012 un plan de 3000 suppressions d'emplois en Europe occidentale.

**O**n se dit alors naturellement que la BERD a aidé l'entreprise en difficulté à sauver des emplois, investir dans la recherche et l'innovation pour créer de nouveaux emplois à l'avenir... Mais non. Le prêt a en réalité pour vocation d'aider l'entreprise à développer ses activités... au Maroc, en Russie, en Tunisie, en Roumanie et en Turquie. Comble du cynisme, le prêt équivalait à peu de choses près au coût du plan de suppressions d'emplois adopté par l'entreprise (30 000 euros en moyenne par salarié éjecté). La BERD n'en est pas à son coup d'essai : en 2012 elle a accordé un prêt de 110 millions d'euros au groupe PSA qui fermait l'usine d'Aulnay pour produire ses voitures en Russie.

La BERD fut créée en 1991 pour aider les pays d'Europe de l'Est à se convertir à l'économie de marché. Ce qui n'était pas dit, c'est qu'elle n'hésiterait pas à détruire l'emploi des pays occidentaux pour accomplir sa mission... Et elle n'est pas la seule à subventionner les délocalisations : en 2012, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a aidé l'entreprise

Ford Europe à investir en Turquie pendant que 4500 emplois étaient supprimés en Belgique et en Angleterre.

Ces deux banques sont contrôlées par les Etats membres de l'Union européenne, qui en sont les actionnaires. Les décisions étant prises à l'unanimité, les représentants des Etats dans le conseil d'administration de ces deux institutions pourraient tout à fait mettre leur veto au versement d'une aide. Les représentants français de ces banques dépendent du Trésor, et sont donc sous la houlette du Ministre de l'Economie Pierre Moscovici.

Conclusion : pendant que Montebourg est chargé du « redressement productif », Moscovici subventionne les destructions d'emplois industriels. Bref, une action gouvernementale qui brille par sa cohérence et son efficacité.

**Magali**





# Vivre plus vieux pour travailler plus ?

Tel un phare de la pensée du café du commerce, François Hollande affirmait doctement, lors de sa conférence de presse du 16 mai : « *Dès lors que l'espérance de vie s'allonge [...], on devra travailler aussi un peu plus longtemps* ». Certes l'espérance de vie continue bien à augmenter : pour les hommes, de 76,7 ans en 2004 à 78,3 en 2010 ; pour les femmes, de 83,8 ans en 2004 à 85,3 en 2010. En revanche, l'espérance de vie **en bonne santé** (c'est-à-dire sans limitation d'activité) stagne depuis 2004, entre 61,5 et 62,8 pour les hommes, entre 63,5 et 64,6 pour les femmes, selon les années. La tendance est même à la baisse depuis 2008. Au niveau européen, les chiffres sont similaires.

Reculer l'âge de la retraite, que ce soit par une augmentation de l'âge légal ou de la durée nécessaire de cotisation, revient donc à priver une large part des travailleurs de la possibilité de profiter réellement de leur retraite.

Les politiques d'austérité actuelles compromettent même l'espérance de vie tout court. En Grèce, la mortalité infantile, jusqu'alors en baisse continue, est passée de 2,7 pour 1000 en 2008 à 3,8 en 2010. Un phénomène auquel n'est sans doute pas étrangère la réduction de 40 % du budget de la santé depuis 2008.

Folubert Sansonnet

## Copé lui la parole !

Jean-François Copé, le presque chef de l'UMP est insupportable ce n'est pas nouveau. Arrogant, ambitieux jusqu'au ridicule, menteur, tricheur... bref un concentré de tout ce qui est détestable en politique. Il nous a pourtant montré une nouvelle qualité à l'occasion de la primaire de l'UMP à Paris : la candeur.

voie démocratique, puisse avouer cela sans comprendre la monstrosité de son propos.

Jmj

1 - Il na pas été le seul à l'UMP à faire des déclarations en ce sens.

Est-il possible, sans être totalement idiot et/ou candide, pour le dirigeant d'une des deux plus grosses formations politiques qui alternent à la tête d'un Etat démocratique, de déclarer à la télévision « à l'U.M.P., nous n'avons pas l'habitude de la démocratie et du débat » ? Et pourtant il l'a fait.

Au delà de l'aspect cocasse de la chose, il est tout de même alarmant que le chef d'un parti<sup>1</sup> qui a été aux affaires et prétend y revenir par la





# Clément Méric est mort

Clément Méric est mort assassiné par un fanatique d'extrême droite. Il n'est, hélas, ni le premier, ni, très certainement, le dernier. Cette mort pose de nombreuses questions sur les responsabilités dans un tel événement.

La dissolution des « groupuscules » d'extrême droite est-elle une solution ? Quel est le rôle de la banalisation de la parole et des idées de l'extrême droite ? Pourquoi cet amalgame fréquent entre l'extrême gauche et l'extrême droite ? La déchéance des démocraties européennes est elle aussi sur la sellette.

## Dissoudre ? Et qui ?

L'interdiction de groupes d'extrême droite connus pour leurs propos comme pour leurs actes violents, racistes ou antisémites est légalement possible. Bien que symboliquement importante, cette mesure peut s'avérer peu efficace. Après dissolution, ces groupes se reforment souvent, sous un autre nom. C'est ainsi que les militants de Unité radicale, dont l'un des membres avait tenté d'assassiner Chirac, ont créé le Bloc identitaire.

Et quelles organisations dissoudre ? Les seuls groupes violents répertoriés ou bien tous les groupes diffusant des idées fascisantes et racistes, les éditeurs correspondants, les diffuseurs sur le web... ? La question se pose également pour le Front National qui, malgré le lissage de son discours, accueille régulièrement les membres de ces groupes dans son service d'ordre.

## La banalisation tue

On assiste depuis plus de 30 ans à une banalisation ou « dé-diabolisation » de la pensée du Front National et de l'extrême droite. Tandis que les journalistes



présentent de plus en plus le FN comme un parti « normal », nombre d'hommes politiques pactisent, courtisent et singent plus ou moins ouvertement le FN. Et c'est finalement le FN et ses idées nauséabondes qui prospèrent. Un climat propice aux intimidations, aux passages à tabac, voire aux meurtres, perpétrés par des nazillons gonflés à bloc.

## L'extrême gauche ne tue pas !

« Affrontements entre extrémistes », titrait Aujourd'hui en France le 7 juin... Dès le lendemain de l'événement, de nombreux journalistes ont renvoyé dos à dos extrême gauche et extrême droite. Pourtant, depuis la fin d'Action Directe, l'extrême gauche n'a jamais tué personne et aucun groupe n'agresse qui que ce soit. Si les idées et les discours sont parfois violents, dans les faits et dans la rue, l'extrême gauche française est pacifique et non violente.

A un autre niveau, le classement du Front de Gauche dans la catégorie « extrême gauche » et le parallèle Front National /



Front de Gauche relève d'un parti-pris idéologique et banalise les thèses violentes de l'extrême droite.

**Décadence démocratique de**

**l'Europe ?**

La poussée des extrêmes droites européennes pose aussi la question de la santé des démocraties du continent. L'extrême droite ne prospère en effet qu'à l'occasion des crises économiques, morales et politiques ; tous ces ingrédients sont réunis et l'on peut craindre une poursuite de la progression électorale

de cette mouvance.

La poursuite des mêmes politiques économiques malgré l'alternance de deux ou trois partis au pouvoir vide les votes de leur sens et les électeurs de leur souveraineté. Cette crise des démocraties nationales se double d'une méfiance légitime des électeurs envers des institutions européennes distantes, qui pèsent sur les politiques nationales sans que le vote ne semble pouvoir peser sur elles.

Alors, si l'on veut endiguer la violence et l'absurdité politiques, peut-être faudrait-il repenser la démocratie en Europe ?

Jmj





# Universi-taire

**La loi Fioraso concernant l'Université vient d'être votée ce mois de juin sans remettre en cause les réformes décriées mises en place par la droite depuis 2003. Pourquoi les universitaires et les étudiants, d'habitude si bruyants, se taisent-ils<sup>1</sup> ?**

L'Université Paris XIII regroupe 23000 étudiants sur des campus situés dans le département de Seine-Saint-Denis. Son conseil d'administration vient de pousser un cri d'alarme : la dotation du gouvernement est bien trop faible pour couvrir les nombreuses missions d'une université. Les nouvelles règles d'évaluation de cette université la laissait pourtant espérer avoir une dotation en progression... il manque près de 10 millions d'euros. Depuis déjà quelques années, un grand nombre d'universités ont peu à peu arrêté d'embaucher de nouveaux enseignants-chercheurs, ne remplacent plus les départs en retraite et ferment des formations. Les promesses de création de 1000 emplois faites par le gouvernement en 2012 n'ont pas pu être tenues : les sommes prévues ont été absorbées dans les déficits.

Ce phénomène, tout récent, est la conséquence immédiate de la loi LRU<sup>2</sup> votée au tout début de la présidence Sarkozy en 2007. Cette loi a mis en place l'« autonomie budgétaire » des universités qui gèrent à présent globalement leur budget, salaires des fonctionnaires compris. Ainsi, en cas de manque de ressources, les universités se voient obligées de couper dans les dépenses. Lorsque les universités se plaignent à leur ministère de tutelle, ils ont pour réponse qu'ils doivent apprendre à mieux gérer leur budget. Pourtant l'Etat exige sans cesse plus de tâches des formations supérieures : davantage de suivis des étudiants, davantage de cours en anglais, de stages rémunérés, de formations professionnelles,... De même, les gouvernements attendent des chercheurs qu'ils soient parmi les meilleurs mondiaux... avec beaucoup moins de dotations qu'une université anglo-saxonne<sup>3</sup>.

Pourtant les universitaires ou les étudiants, qui ont l'habitude des grèves ou des manifestations, ne se sont pas mobilisés derrière leurs syndicats ou les associations qui les représentent. Il y a plusieurs raisons à cela qui témoignent d'une évolution bien malheureuse.

Les explications sont malheureusement celles que l'on retrouve dans les entreprises aujourd'hui. Les établissements sont en concurrence les uns avec les autres et il n'y a plus d'esprit de solidarité entre personnels de ces établissements. De même, au sein d'une université, les départements et les individus eux-même sont évalués et doivent partager des ressources de plus en plus rares... La loi LRU a également changé le fonctionnement même de l'université en réduisant les aspects démocratiques des conseils gérant les établissements: tout cela a permis l'émergence d'équipes de direction sourdes aux revendications du personnel et aux ordres des directives ministérielles.

De leur côté, les étudiants sont de plus en plus soumis à des exigences de réussite: ils choisissent des formations professionnalisantes, parfois payantes, et désirent avant tout obtenir rapidement une formation « rentable ». D'ailleurs, près de 20 % d'entre eux ont un véritable emploi pendant leurs études et près de 50 % ont une activité professionnelle à temps partiel. En Belgique, on a pu constater une augmentation de 36 % des étudiants salariés en 2013 !

L'Université jouera-t-elle encore son rôle d'émancipation des esprits et de créateurs de connaissances dans quelques années? En tout cas, cette sclérose des esprits universitaires n'est pas sans rappeler l'avant mai 68...

**G.K.W. VanDenParaboum**

1 - ou ne font pas assez de bruit. Plusieurs manifestations ont eu lieu ce printemps à l'appel des collectifs de syndicats et d'associations, sans participation massive des universitaires.

2 - Loi Liberté et Responsabilité des Universités

3 - Les universités anglo-saxonnes sont souvent privées, demandent à leurs étudiants des coûts d'inscription élevés. D'autre part, elles reçoivent des dons importants des entreprises.

4 - [www.rsz.fgov.be/fr/news/509/travail-des-etudiants-36-lors-du-premier-semester](http://www.rsz.fgov.be/fr/news/509/travail-des-etudiants-36-lors-du-premier-semester)



## Quel statut pour les lanceurs d'alertes ?

**Edward Snowden, à l'origine des révélations sur le système de surveillance global des télécommunications PRISM mis en place par les services états-uniens, est aujourd'hui bloqué en zone de transit dans l'aéroport de Moscou. Il a engagé 21 demandes d'asile politique. La France, parmi d'autres pays, lui a refusé. Les citoyens que nous sommes peuvent se poser la question : quel statut pour les lanceurs d'alertes ?**

**M**oralisation, transparence. Les « décideurs » n'ont que ces mots à la bouche. Les frasques des élus qui se considèrent comme des rois (Berlusconi, Cahuzac, D.S.K, etc. ), le hold-up mis en place par la finance, et les concessions faites par ceux qui décident dans un cadre non-démocratique (FMI, Banque mondiale, OMC, BCE ) commencent à agacer. Le Printemps arabe et le mouvement occupy en sont la preuve. La globalisation des luttes émerge face à une mondialisation financière qui fait souffrir les populations. Et que l'extrême droite instrumentalise.

Les lanceurs d'alerte sont les hérauts des temps modernes. Ils sont ceux qui aujourd'hui assument la charge de « messagers ». Des médecins, des chercheurs, des informaticiens qui, dans le cadre de leurs fonctions professionnelles ou par les études qu'ils mènent, découvrent un problème et en font part au monde entier. Des professionnels qui, à un moment donné, se disent que ce qu'ils savent et qu'ils estiment « mauvais » pour la société, au delà de leur conditions professionnelles, de leur salaire, de la position sociale qu'ils occupent voire du devoir de confidentialité auquel ils sont tenus, doit être rendu public<sup>2</sup>.

Certains lanceurs d'alerte s'attaquent à des intérêts privés, comme ce fut le cas d'Irène Frachon pour le Médiateur de Servier, ou de Denis Robert pour le blanchiment d'argent de Clearstream. Ils mettent leur statut professionnel en jeu. Et subissent procès et remise en cause de leur crédibilité par des entreprises qui peuvent mettre beaucoup d'argent pour faire taire ces voix dissonantes.

D'autres ont mis leur nez dans des dérapages étatiques. C'est le cas de Julian Assange, fondateur de Wikileaks, qui a

permis la mise en ligne de documents forts compromettants pour de nombreux Etats, et de Edward Snowden qui a révélé au grand public la machine de surveillance du web américaine. Ils sont aujourd'hui apatrides et risquent la peine de mort. Leur sort et leur action mérite question, et soutien.

Le Parlement français a adopté le 16 avril dernier une loi de protection des lanceurs d'alerte sanitaires et environnementaux. Une loi qui s'inscrit dans la lignée de la résolution adoptée au Parlement européen en 2010. Et l'Assemblée nationale vient d'adopter une disposition renforçant la protection des lanceurs d'alerte en matière de fraude fiscale.

C'est un grand pas mais l'esprit de ces mesures doit être étendu, chez nous et au-delà de nos frontières.

### Bo. F.

1 - La Fondation Sciences Citoyennes définit ainsi le lanceur d'alerte : « Simple citoyen ou scientifique travaillant dans le domaine public ou privé, le lanceur d'alerte se trouve à un moment donné, confronté à un fait pouvant constituer un danger pour l'homme ou son environnement, et décide dès lors de porter ce fait au regard de la société civile et des pouvoirs publics. ». La notion la plus proche de l'expression « lanceur d'alerte » en langue anglaise est celle de « whistleblower ». Cette expression renvoie à l'idée de « délation » qui n'est pas autant négativement connotée en anglais et se traduit mieux par « tireur de sonnette d'alarme ». L'expression « whistleblower » désigne à l'origine les policiers soufflant (« blow ») dans leurs sifflets (« whistle ») à la fois pour appeler les forces de l'ordre et pour alerter les citoyens d'un danger.

2 - Comme pour les juges, les avocats, les médecins, les policiers. Chaque profession, dans une société démocratique, possède un code de déontologie. Le serment d'Hippocrate, pour les médecins, est le plus ancien.



PIAF N°66 - JUILLET-AOÛT 2013



[ Agenda ]

**La 6ème édition de l'AlterTour**  
Du 18 juillet au 20 août 2013. Il passera par le Loiret, la Nièvre, l'Yonne, la Côte d'Or, la Saône-et-Loire, le Jura et le Doubs.  
[www.altertour.net](http://www.altertour.net)

**Rencontres internationales des mouvements contre les OGM**  
Le Collectif des Faucheurs Volontaires fêtera ses 10 ans les 20 et 21 juillet à Bouzy-la-Forêt (Loiret). Afin de fédérer nos luttes, le Collectif invite TOUS les résistants d'Europe et d'ailleurs à se rencontrer et échanger sur la situation dans leur pays.  
[www.monde-solidaire.org](http://www.monde-solidaire.org)

**3ème Forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés**

jeudi 25 juillet, Stuttgart, Allemagne.  
[www.reseau-ipam.org](http://www.reseau-ipam.org)

**Festival de Jolie Môme « La Belle Rouge »**  
3 jours de théâtre, cinéma, chanson, politique, musique... et de fraternité. Du 26 au 28 juillet, à Saint Amant-Roche-Savine (Puy de Dôme).  
[www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org)

**Université citoyenne d'Attac**  
Ruptures et transitions, le temps est venu. Dans les locaux de l'université de Nîmes. Du 26 au 29 juillet.  
[www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

**Camp NoBorder 2013**  
Une semaine d'actions, de débats et d'ateliers. Du 2 au 10 Août 2013, à Rotterdam, Pays-Bas.  
[nobordercamp.nl/france](http://nobordercamp.nl/france)

**Notre Dame Des Landes 2013**  
**On ne lâche rien! Ni ici, ni ailleurs !** Rassemblement festif et militant Le week-end des 3 et 4 août.  
[notredamedeslandes2013.org](http://notredamedeslandes2013.org)

**6ème AlterVillage d'Attac** Nous posons nos tentes et nos gamelles, du 18 au 25 août, à la ferme La Batailleuse du CLAJ de Franche-Comté.  
[blogs.attac.org/altervillage](http://blogs.attac.org/altervillage)

[letohubohu.free.fr](http://letohubohu.free.fr)  
[demosphere.eu](http://demosphere.eu)  
[rezo.net/agenda](http://rezo.net/agenda)

[ Bulletin d'Abonnement ]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.



Vous pouvez l'imprimer à partir du site [www.le-piaf.org](http://www.le-piaf.org). Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:  
Le Piaf  
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp  
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 €  100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

EMAIL .....